

Le développement centré sur les personnes ou les principes d'une nouvelle civilisation

Partage international n° 76 - Décembre 1994

par James Robertson

Nous nous trouvons actuellement dans une période de transition précédant la naissance d'une civilisation post-moderne et post-européenne, à peu près comme les Européens d'il y a 500 ans vivaient la transition entre l'ère médiévale et l'ère moderne. Le mouvement intitulé « Développement centré sur les personnes » a pour objectif de faciliter cette transition et diverge sensiblement des modèles de développement plus classiques visant à moderniser le monde et à l'europaniser.

Les nouvelles civilisations se caractérisent par ce qu'elles rejettent des civilisations qu'elles remplacent. Il est ainsi tout à fait indiqué de définir les principes d'une civilisation centrée sur les personnes, en opposition aux principes de la civilisation moderne américano-européenne qu'elle rejette.

Voici huit principes rejetés et leurs contraires centrés sur les personnes :

1. La richesse confère un pouvoir légitime sur les autres.

Le développement centré sur les personnes rejette le concept de développement moderne, né dans des pays comme la Grande-Bretagne, où les gens du commun ont été chassés de la campagne et convertis en ouvriers et employés salariés, dépendant de ceux qui étaient plus riches et plus puissants qu'eux. Il prône la justice et la démocratie en matière économique, grâce à des politiques favorisant les petits producteurs, les coopératives et les sociétés commerciales appartenant aux travailleurs ou aux collectivités locales.

2. Le progrès et le développement sont les produits d'une exploitation sans cesse croissante de la Terre, par des personnes ayant la connaissance et le pouvoir, en tant que « seigneurs et possesseurs de la nature ».

Le développement centré sur les personnes rejette le

caractère humaniste anthropocentrique donné à la Connaissance. Il valorise le respect culturel et spirituel des individus envers les lieux et les systèmes naturels, y compris la Terre et l'Univers, auxquels ils appartiennent. Il considère que, dans la mesure où l'environnement naturel appartient à n'importe qui, il appartient à tous (et non seulement aux riches et aux puissants).

3. Les activités économiques forment un système impersonnel obéissant à des lois naturelles déterministes, qui doivent être comprises « scientifiquement » et dirigées comme si les valeurs personnelles, éthiques et spirituelles n'avaient absolument aucun rapport avec elles.

Le développement centré sur les personnes rejette le clivage entre l'économie et les sciences morales, de même que la croyance selon laquelle une main invisible transforme automatiquement la cupidité en bénéfice public. Au contraire, il estime que le choix économique implique une responsabilité morale inévitable, et que les marchés sont des instruments destinés à atteindre des buts personnels et des politiques publiques, et non pas à dicter ces buts.

4. Seules les choses qui peuvent se compter ont de la valeur, et seule la monnaie permet de mesurer cette valeur dans la vie publique.

Le développement centré sur les personnes prône que ce qui a souvent la plus grande valeur ne peut être ni compté ni évalué en termes monétaires (c'est le cas de la vie elle-même). L'économie est considérée comme un outil au service de valeurs qui lui sont supérieures.

5. L'économie mondiale est un système d'économies nationales concurrentielles.

Le développement centré sur les personnes rejette l'idée (évidemment absurde, mais généralement encore admise comme allant de soi) selon laquelle les moyens d'existence des individus dépendent à juste titre de la capacité de leur économie nationale à concurrencer d'autres économies nationales, se trouvant à l'autre bout du monde, dans la production et la vente de marchandises et de services absolument pas essentiels à une vie décente. Le développement centré sur les personnes envisage une économie mondiale fonctionnant comme un système décentralisé, à niveaux multiples, organisé de telle sorte que chaque niveau permette aux

niveaux «inférieurs» de se développer dans une direction favorable à l'individu, tout en préservant l'environnement. Ce système comprend le niveau des ménages et celui des collectivités locales, lesquels sont méconnus dans la réflexion économique classique.

6. Le progrès économique a lieu dans la sphère masculine et se fonde sur le dynamisme et les valeurs masculines.

Le développement centré sur les personnes reconnaît que dans le développement, le rôle et les intérêts de la femme, ainsi que ceux des enfants et des personnes âgées, sont aussi importants que ceux de l'homme adulte. Il reconnaît également le rôle de l'économie sociale des ménages et des collectivités locales dans la création de richesse.

7. L'économie est séparée de la politique.

Le développement centré sur les personnes reconnaît aux différents individus des intérêts différents. Il reconnaît également que les décisions en matière de politique économique ne peuvent éviter d'être des décisions politiques. A chaque occasion, il pose la question : « Qui en tirera profit et qui en subira le coût et en encourra le risque ? » Il reconnaît que les calculs pseudo-objectifs d'un équilibre global unique, entre les profits et les coûts, ou entre les profits et le risque, sont faux. Il rejette l'idée que les institutions économiques puissent fonctionner hors du cadre d'un choix politique et social.

8. Des échanges doivent se produire entre la liberté et l'efficacité économique d'une part, et le bien-être social et la conservation de l'environnement d'autre part.

Le développement centré sur les personnes reconnaît que ces soi-disant échanges sont d'ordinaire des conflits d'intérêts entre différentes personnes. Il rejette le genre de liberté économique adopté par les défenseurs des « marchés libres » et du « libre échange », qui donne à certains la liberté de réduire celle des autres. De la même manière, il rejette la régulation centralisée d'une économie de commande et le consensus social-démocratique d'un corps d'élites, dans une « économie mixte » conventionnelle. A leur place, il cherche à créer des institutions qui permettent à chacun de développer son aptitude à répondre à ses besoins, et lui accordent la liberté de le faire, par des moyens permettant aux autres de faire de même. Estimant que l'efficacité économique doit être définie par le but à atteindre, il aborde les problèmes d'efficacité économique en termes l'allocation optimale de ressources, afin de parvenir le mieux possible aux objectifs sociaux.

Voici des actions à entreprendre en priorité, sur trois niveaux, pour faire progresser l'application des principes du développement centré sur les personnes.

1. La gestion mondiale. Les mécanismes de la gestion du monde doivent être redéfinis, afin que les intérêts économiques s'équilibrent avec les autres priorités de politique publique, sous une responsabilité et un contrôle démocratiques. La structure de la gestion du monde actuelle laisse dans une large mesure aux institutions de Bretton Woods (la Banque mondiale, le FMI et le GATT) le soin de fixer les politiques économiques mondiales. Ces institutions fonctionnent en secret, hors d'atteinte des responsabilités démocratiques, et font passer les intérêts économiques et ceux de groupes commerciaux avant les intérêts écologiques et sociaux. Les initiatives de réformes prises par les Nations unies, lors de son 50e anniversaire, devraient donner priorité au transfert des institutions de Bretton Woods dans la principale structure des Nations unies, afin qu'elles fonctionnent sous la juridiction de son Conseil de Sécurité, de son Assemblée générale et de son Secrétaire général. Dans ce cadre générateur de politiques plus démocratiques et plus transparentes, les politiques mondiales sur le commerce, l'aide et l'investissement, actuellement encadrés et appliqués par le GATT, le FMI et la Banque mondiale, pourront être envisagées dans le contexte plus vaste des intérêts sociaux et écologiques, démarche fondamentale en direction du développement centré sur les personnes.

2. Les politiques nationales. Il est primordial de réorienter les politiques nationales, surtout celles des pays riches, en faveur d'un équilibre écologique et d'un centrage sur les individus. Ce serait dans l'intérêt du monde entier, y compris celui des citoyens des pays riches. Par exemple, les systèmes de subventions et d'imposition doivent être restructurés pour décourager la pollution et le gaspillage des ressources, et pour réduire le coût de la main-d'œuvre, afin de créer davantage d'emplois et permettre à chacun de se livrer à des tâches bénévoles, utiles et gratifiantes, comme alternative à un emploi rémunéré.

3. L'indépendance économique locale. Le développement centré sur les personnes implique une plus large autonomie économique locale. Les monnaies locales seront l'un des instruments de cette autonomie. Pourquoi devrait-on, à tel endroit, avoir une monnaie nationale, réglée selon les politiques nationales, afin de pouvoir se livrer entre nous à des transactions purement locales, utilisant des

ressources locales pour répondre à des besoins locaux ? Un puriste pourrait voir dans le Local Exchange Trading System (LETS) (Système local d'échanges commerciaux), grâce auquel un groupe de personnes émet sa propre monnaie pour réguler ses transactions internes, le seul instrument monétaire authentiquement centré sur les personnes. Mais toute une variété de monnaies locales, émises par les autorités locales (et peut-être aussi par les services de la collectivité locale et les commerces locaux) auront certainement leur rôle à jouer dans le développement centré sur les personnes, dans les années à venir.

Pour la plupart d'entre nous qui vivons dans les pays industrialisés occidentaux, la première des priorités sera d'aider à la réorientation de nos propres nations vers le développement centré sur les personnes, et par là de réduire l'importance du prélèvement effectué par nos économies sur les ressources disponibles pour les nations moins riches. Ainsi, travaillerons-nous pour un avenir meilleur pour nous-mêmes, tout en contribuant aux efforts de ceux qui travaillent au développement centré sur les personnes, dans d'autres parties du monde.

**James Robertson auteur d'ouvrages, conférencier et consultant, est membre fondateur de The Other Economic Summit (TOES) (l'Autre Sommet économique), éditorialiste du People-Centered Development Forum (le Forum du développement centré sur les personnes).*

Auteur : James Robertson, Auteur d'ouvrages, conférencier et consultant

Thématiques : [politique](#), [Économie](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)